



## Synthèse de la visite et des constatations

### Contexte :

Suite à acceptation par la DGPR de la prise en charge financière du transport des déchets Sélectis sur des fonds publics par courrier adressé à RLV le 28 juin 2022, différents échanges se sont tenus entre la DREAL, RLV et l'ADEME et ont abouti à la signature d'une convention de prise en charge sur fonds ADEME, signée entre l'ADEME et RLV fin 2022 pour un montant de 400 keuros.

L'exutoire final de ces déchets est l'installation de stockage de déchets non dangereux de Puy-Long, gérée par le VALTOM. Le président du VALTOM a réitéré son accord pour l'acceptation de ces déchets à coût nul, moyennant :

- un contrôle de l'absence de déchets dangereux lors du chargement,
  - une exonération de TGAP pour l'enfouissement des déchets issus de la friche Selectis au sein de son installation de Puy-Long à Clermont-Ferrand. L'arrêté préfectoral n°2023-2070 du 5/12/2023, pris en application de l'article 266-sexies-II-1-terdecies du code des douanes prévoit ainsi que la TGAP ne s'applique pas pour les réceptions de déchets en provenance d'un dépôt non autorisé de déchets abandonnés dont les producteurs ne peuvent être identifiés et que la collectivité territoriale chargée de la collecte et du traitement des déchets des ménages n'a pas la capacité technique de prendre en charge,
  - que les tonnages enfouis sur le site de Puy-Long en provenance de la friche Selectis, ne seront pas comptabilisés dans le quota annuel d'enfouissement de l'installation (déjà validé).
- RLV a retenu la société ATR comme prestataire de l'évacuation des déchets.

Une réunion de lancement de chantier sur le site s'est tenue le 23 avril 2024 en présence de Mme la sous-préfète de Riom, de RLV, du VALTOM, de la DREAL, de la société ATR et du propriétaire. L'objectif de cette réunion était de repérer conjointement entre DREAL, RLV, et le VALTOM les tas de déchets à évacuer prioritairement. Pour mémoire, un repérage avait été fait lors d'une visite conjointe avec le SDIS le 4 septembre 2019 et avait abouti aux priorités suivantes :

-Priorité 1 : Évacuer les plastiques situés à l'extrémité sud du site, sous la ligne à haute tension (estimation faite en 2019 : env. 1000 t).

-Priorité 2 : Évacuer le bois essentiellement présent sous forme de 2 tas d'environ 800 m<sup>2</sup> au sol chacun sur 5 m de haut. Si un de ces tas venait à prendre feu, l'extinction à cœur serait très difficile et nécessiterait un dispositif pompier important (intervention de longue durée). Il est d'ailleurs probable que la ligne SNCF contiguë serait coupée en cas d'exposition aux fumées. Aussi, à défaut de pouvoir évacuer l'ensemble du bois présent, de l'ordre d'un tiers de chacun de ces 2 tas pourrait être évacué prioritairement, le reste du volume présent serait à disperser en tas plus petits de manière à en réduire le potentiel calorifique. Cela limitera la propagation de tout départ de feu et en facilitera l'extinction.

Par ailleurs, l'inspection avait constaté la présence de déchets dangereux en faible quantité (une vingtaine de GRV), isolés et mis en sécurité sur site à défaut de pouvoir être évacués faute de fonds suffisants.

### Constats sur le site :

Les dernières inspections réalisées entre 2019 et 2021 n'avaient pas montré d'évolution importante du site. Par contre, la précédente visite du 22 mai 2023 et la présente visite ont montré que d'importants apports de déchets, en provenance de particuliers et de professionnels se sont accumulés depuis 2021 (cf. photos 1, 2, 3 et 5). Ces apports de déchets (déchets verts, déchets du bâtiment, déchets ménagers, pneumatiques) dont le tonnage est très difficile à estimer, permettent très difficilement d'accéder au fond du site sous la ligne HT. De plus, des déchets de fibrociment contenant de l'amiante ont été aperçus à deux endroits (l'un proche du tas de plastiques au fond et le second plutôt au milieu entre des tas de bois sur la photo 4). Leur volume est estimé à 5 m<sup>3</sup> environ.

Il est à craindre qu'en cas d'incendie, la propagation du feu soit très rapide d'un bout à l'autre du site.

Il n'y a plus de trace des GRV contenant des déchets liquides dangereux qui avaient été isolés près de l'entrée. Ils semblent avoir été éventrés et dispersés (cf. photos 1 et 4), ce qui est potentiellement à l'origine d'une pollution des sols.

Par ailleurs, 7 caravanes hébergeant des gens du voyage étaient présentes le jour de la visite.

### Actions à réaliser :

La DREAL a identifié avec RLV et le VALTOM les zones de déchets à évacuer (bois et plastiques) en priorité (cf. photos 6, 7 et 9). Celles-ci ont été repérées sur un plan à l'issue de la visite et correspondent aux priorités précisées depuis 2019 avec le SDIS au regard de leur potentiel combustible. L'information a été transmise à la société ATR, en charge de l'évacuation des déchets. Un protocole d'intervention a été établi.

Compte-tenu de l'encombrement des zones de déchets à évacuer en priorité, une première étape de dégagement des accès est indispensable, en poussant les autres déchets dans des alvéoles disponibles. De plus, deux zones présentent des tôles de fibrociment (l'une se trouve au fond du site et la seconde au milieu entre les tas de bois et divers déchets) pour un volume évalué à 5 m³. Une gestion spécifique, tenant compte de la présence de cette amiante liée sera mise en œuvre sur le chantier notamment vis à vis de l'exposition du personnel intervenant. Il semble possible de pouvoir les contourner dans un premier temps.

La question de la sécurisation des accès au site pendant et après le chantier s'est posée. Dans un premier temps, il est prévu l'installation de blocs béton pour éviter toute nouvelle intrusion et de nouveaux apports de déchets.

Le chantier a démarré depuis le 21 mai 2024 et devrait durer entre 6 à 8 semaines.

Au vu du budget alloué, l'opération d'évacuation visera à traiter prioritairement les déchets présentant le plus de risques d'incendie dans la limite de l'enveloppe ADEME de 400 keuros. Les déchets plastiques, bois, papier, pneumatiques ont font ainsi partie. Cette opération n'a pas pour but d'évacuer tous les déchets, mais bien de réduire voire supprimer les risques sur les personnes, les biens et l'environnement en cas d'incendie.

**L'inspection demande à RLV de l'informer régulièrement de l'avancement du chantier.**

<b>Inspecteur</b> Le 7 juin 2024 L'inspecteur de l'environnement  <i>Signé</i>	<b>Vérificateur</b>  L'inspecteur de l'environnement  <i>Signé</i>	<b>Approbateur</b> Le 10 juin 2024 Pour le directeur régional, L'adjointe au chef de l'unité interdépartementale Cantal Allier Puy-de-Dôme  <i>Signé</i>
--	--	---

**Annexe : planche photographique – ancien site SELECTIS à RIOM – Inspection du 23 avril 2024**



Photo 1 : déchets vers l'entrée du site (dont cuves de liquides dangereux éventrées et nouveaux apports de déchets verts)



Photo 2 : pneus apportés récemment sur le site



Photo 3 : déchets du BTP apportés récemment



Photo 4 : cuve éventrée





Photo 4 : tôle fibrociment au milieu du site



Photo 5 : déchets de bois et nouveaux déchets ménagers apportés



Photo 6 : déchets plastiques au fond du site sous la ligne HT, à évacuer en priorité



Photo 7 : déchets plastiques à évacuer en priorité



Photo 8 : déchets plastiques (en dehors de la ligne



Photo 9 : déchets de bois à évacuer en priorité

HT)	
-----	--